

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 novembre 2025

Info perso et au-delà

Entre une insuffisance respiratoire persistante et une grosse blessure à la jambe droite très douloureuse, j'ai beaucoup de mal à me concentrer. Mon mode de vie est perturbé, je dors le jour, je ne fais plus rien, je suis épuisé.

Je croyais avoir retrouvé ma fille, en fait je me suis aperçu que je l'avais définitivement perdue. Elle est méconnaissable et me traite en étranger, je n'en reviens pas, c'est bien triste et injuste.

Je ne dois pas compter non plus sur le développement de ce blog ou de ce courant politique. Bref, tout fout le camp ! Je vais finir par me contenter de vivre ma petite vie indienne et oublier tout le reste. En fait, je crois que je ne pourrais jamais m'y résoudre, car quoi qu'il arrive, sans notre idéal de liberté, c'est comme si nous étions déjà mort ! Or, il faut bien continuer à vivre, alors autant que ce soit en servant notre cause jusqu'au bout, non pas parce qu'elle serait désespérée, mais au contraire parce qu'elle vaincra !

Ce n'est pas ce que pense les militants ou les travailleurs auxquels on parle du socialisme, ils estiment que rien ne permet d'affirmer que le socialisme vaincra le capitalisme, donc il vaut mieux oublier cette perspective et collaborer avec les éléments progressistes subordonnés au capitalisme, afin d'obtenir une amélioration de notre condition ou défendre nos acquis sociaux.

A les entendre, en quelque sorte, vaut mieux moins que rien quand plus est inaccessible, ce qui est un très mauvais calcul ou un raisonnement sans fondement, lorsqu'on observe la formidable régression sociale qui s'est produite sur toute la ligne dans tous les pays occidentaux depuis une quarantaine d'années, hormis là où la classe ouvrière avait fait preuve d'une farouche résistance, et encore provisoirement, car lorsque la réaction ne peut pas enlever le morceau en entier, elle grignote petits bouts par petits bouts, et sauf exception à ce jour avec la Sécu et les retraites, sur tout le reste elle est parvenue à ses fins, peut-être pas entièrement, partiellement, chacun peut le constater, c'est ainsi que globalement la situation sociale et le fonctionnement en général de la société est devenu cauchemardesque. Elle est également parvenue à faire adopter une multitude de mesures ou lois liberticides restreignant les libertés individuelles et collective, de sorte qu'on se retrouve dans une société toujours plus policière et militarisée, cela aussi chacun peut le constater.

Que chacun s'en accommode en fonction de son statut social relativement privilégié ou de la marge financière dont il dispose encore, n'invalide en rien le constat que j'ai dressé rapidement, et il serait malhonnête de ne pas reconnaître que l'atmosphère en France est devenue particulièrement nauséabonde et violente, sur fond d'abus de pouvoir du tyran installé à l'Elysée qui gouverne pour le compte du gang oligarchique mafieux de BlackRock et Cie.

Globalement, sur tous les plans la situation ne fait qu'empirer pour les masses sans aucun espoir à long terme d'amélioration ou d'un retournement de situation, si les rapports entre les classes devaient demeurer inchangés, le pire serait à venir sans aucun doute possible.

Répétons-le, ceux qui ne croient plus dans le socialisme, entre nous, qui n'y ont jamais cru parce qu'ils ignoraient en quoi il consistait, qui sont matériellement ou financièrement à l'aise, espèrent qu'ils seront épargnés ou qu'ils pourront toujours s'en sortir à titre individuel, quitte à ignorer ou se moquer du sort épouvantable réservé au reste de la société et du monde, or, ce n'est pas donné à tout le monde, et de toutes manières il existe des limites à ce que chacun est prêt à supporter en son nom. On vient de le voir avec le génocide palestinien qui tourmente toutes les consciences ou ébranle en profondeur toutes les classes.

Quand les principes qui guident notre comportement et d'une certaine manière notre morale sont violés ou féroce ment piétinés, on ne peut plus demeurer indifférent, rester insensible, on se sent agressé, on perçoit plus ou moins clairement quelle menace le régime en place fait peser sur notre avenir et ceux de nos enfants ou petits-enfants, on se doit de réagir, de prendre en mains notre destin, ce qui passera obligatoirement par l'inventaire de nos croyances ou connaissances, d'où la nécessité de ne jamais juger les masses ou pire les condamner, parce qu'au fil du temps leur comportement sera amené à évoluer favorablement, inexorablement, en laissant la porte ouverte à cette évolution on peut les guider sur la voie de la révolution socialiste, en la fermant on ne se priverait de toute issue politique, ce serait suicidaire, criminel.

Comme quoi, bien que l'effondrement du capitalisme emprunte une voie différente de celle qui avait été conçue au XIXe siècle, les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 demeurent valables, pour peu qu'au lieu d'attendre ou espérer que les conditions matérielles des masses deviennent insupportables pour qu'elles se soulèvent contre le régime, ce qui ne risque pas d'arriver demain la veille parce qu'oligarchie veille au grain, on prenne en compte tous les aspects de la dégénérescence de la société qui la rendent littéralement invivable sur le plan psychologique ou mental, intellectuel, culturel, artistique, morale, qui aurait envie de vivre dans une société aussi médiocre, injuste, cruelle, seule une minorité, des monstres, pourrait l'assumer, mais pas la majorité des masses, pas le meilleur des masses, c'est impossible, cela n'a jamais existé et n'existera jamais. Les couches les plus éveillées et humanistes se révolteront et prendront la direction de la révolution socialiste.

Si j'en reviens toujours à cette stratégie, c'est parce que je n'en ai pas trouvé d'autres, vous aurez noté que malgré tout elle repose quand même sur des facteurs objectifs, car même si la manière dont on perçoit une situation est de l'ordre du subjectif, son origine est matérielle. Par exemple, si l'idée de sortir le soir vous angoisse parce que vous craignez une agression, c'est bien parce que la violence est très répandue dans la société, c'est un fait bien réel et non un concept ou un truc sorti de votre imagination.

Cela s'adresse à des militants et des travailleurs qui possèdent un niveau de conscience supérieur. Par hasard, douteriez-vous de leur existence ? Peut-être parce que vous n'en faites pas partie, eh bien sans attendre rejoignez-les !

Il est relativement facile de se faire passer pour un anti-impérialiste, un antifasciste, un antiraciste, un écologiste, un féministe, etc. cela sert de bonne conscience au petit bourgeois bien propre sur lui, ou de caution aux imposteurs de gauche ou d'extrême gauche qui refusent de rompre avec Macron, avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Quand le POI déclare sa flamme au parti de Clinton, Obama et Biden...

Mamdani élu maire de New-York déclaration de DSA – Communiqué du POI 6 novembre 2025

<https://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2025/11/Mamdani-elu-maire-de-New-York-declaration-de-DSA-%E2%80%93-Communiqué-du-POI.pdf>

J-C – Le PT est plus fréquentable, LO aussi...

L'annulation d'un colloque sur la Palestine au Collège de France ne nous concerne pas.

Le Collège de France, qui s'est distingué en soutenant les mystifications climatique et sanitaire, est le gratin de l'élite intellectuelle corrompue de ce pays, la caution intellectuelle et morale du régime pro sioniste ou nazi en place.

Que le Collège de France honore entre autres le Qatar qui sert de maison de retraite à tous les dictateurs déchus et de siège social aux Frères musulman, est dans l'ordre des choses.

Que la Licra dénonce une « *foire antisioniste* » et s'associe au Crif pour dénoncer la tenue de ce colloque est également dans l'ordre des choses.

A bas le colonialisme, à bas l'impérialisme stade suprême du capitalisme !

International : Ce qu'il y a en Afrique, ce n'est pas du terrorisme, c'est de l'impérialisme - Bolivar Infos 9 Novembre 2025

Le capitaine Ibrahim Traoré, président de la transition au Burkina Faso, a lancé une critique frontale contre les puissances étrangères. Son message est clair : la violence qui affecte son pays et toute la région n'est pas du terrorisme, mais une forme d'impérialisme conçue pour voler les richesses du continent.

Il a précisé que ces groupes comme l'Etat Islamique sont les instruments d'un plan destiné à maintenir la région dans un état de guerre permanente et à rendre son développement impossible : « *Ce qu'il y a en Afrique, ce n'est pas du terrorisme, c'est de l'impérialisme.* »

« *Ce sont leurs instructeurs qui apprennent aux terroristes à manipuler les drones. Leur objectif est de nous maintenir dans une guerre permanente pour que nous ne puissions pas nous développer et continuions à les payer avec nos richesses,* » a-t-il déclaré.

Le dirigeant burkinabé a affirmé que ce schéma de création et de financement de groupes terroristes pour justifier l'invasion et le pillage des ressources se répète non seulement en Afrique, mais aussi au Moyen-Orient.

« *C'est ce qui se passe au Nigeria, au Burkina Faso, au Mali, et dans une infinité de pays, pas seulement en Afrique, mais aussi au Moyen-Orient. Ce sont les impérialistes qui créent ces groupes terroristes pour envahir et piller des pays.* »

Ainsi, Traoré a défini ses groupes terroristes comme un instrument de domination au service des intérêts gémonies et remis en question la fausse bannière de la lutte des États-Unis contre le terrorisme, alors que ce sont eux-mêmes qui le financent et l'entraînent pour atteindre leurs objectifs. Bolivar Infos 9 Novembre 2025

Un sujet de discussion.

L'opposition contrôlée ou l'illusion de la démocratie démasquée. "Une opposition ne remet pas réellement en cause le pouvoir en place", tout est dit ici. L'opposition contrôlée est contre-révolutionnaire.

Trois définitions.

IA de Google.

- L'« *opposition contrôlée* » est une expression politique controversée utilisée pour décrire une opposition qui ne remet pas réellement en cause le pouvoir en place, que ce soit par manque de moyens, d'influence ou par une collusion implicite.
- Elle peut également désigner une opposition qui, bien que critique, se limite à respecter les règles et les institutions existantes, contrairement à une opposition radicale ou révolutionnaire.

CHATGPT

L'« *opposition contrôlée* » est un terme utilisé pour désigner un système politique dans lequel un pouvoir en place permet l'existence d'oppositions, mais sous des conditions strictes qui en limitent véritablement l'efficacité et l'impact. Dans ce type de système, l'opposition peut sembler avoir des possibilités de s'exprimer ou de s'organiser, mais elle est souvent surveillée, restreinte ou manipulée par le pouvoir en place.

Cela peut inclure des mesures telles que :

La dispersion des mouvements d'opposition en favorisant des factions divisées.

La censure médiatique pour réduire la portée de la contestation.

L'utilisation de lois pour criminaliser les activités des opposants.

Des élections qui ne sont pas réellement libres et équitables, où l'issue est souvent prévisible.

En somme, l'opposition contrôlée crée une illusion de pluralisme politique tout en maintenant un contrôle ferme sur le pouvoir.

Lu.

- À la différence des systèmes totalitaires qui n'admettent aucune opposition organisée et qui mettent tout en œuvre pour briser les ressorts de la société civile, les régimes autoritaires, eux, tolèrent l'opposition et se contentent de la surveiller.

J-C – Le mouvement ouvrier tel qu'il existe depuis un siècle correspond assez bien à la définition ou au rôle dévolu à l'opposition contrôlée, vous ne trouvez pas ? On peut remplacer contrôlée par corrompue, vendue, la collaboration de classes...

On ferait mieux de se demander quelles conditions préalables doivent être remplies pour que l'opposition contrôlée existe ou pourquoi, en découvrant son origine on aurait la réponse à ces questions ou elle serait démasquée.

Convenons que ce serait bien trop compromettant pour tous les acteurs qui en font partie, on découvrirait que tous ceux qui se plaignent de la censure, du musellement de la liberté d'expression par les médias contrôlés et les autorités politiques, de leur bannissement des médias mainstreams, ont scellé un pacte avec le régime en place en épargnant les fondements du capitalisme et en jurant loyauté envers les institutions de la Ve République. Ces mêmes acteurs politiques en ont fait partie il y a à peine quelques décennies en arrière, sous la Ve République, on les voyait sur les plateaux de télévision, puis ils en furent bannis. Ils ne comprirent pas pourquoi après l'implosion de l'URSS, l'existence d'une gauche officielle ou parlementaire qui servait de caution aux pseudos régimes démocratiques en Europe n'avait plus de raison d'être, et le curseur idéologique devait se déplacer fortement à droite.

La crème ou l'élite de cette gauche composée d'imposteurs ou d'affairistes suivit naturellement le mouvement à droite toute, elle devint à son tour néolibérale, elle renoua avec l'impérialisme, avec lequel elle n'avait jamais vraiment rompu en réalité, ce qui impliqua de la part des autres acteurs qui se réclamaient de la gauche qu'ils se démasquent à leur tour ou qu'ils s'impliquent davantage au côté du régime en crise, certains refusèrent et critiquèrent son tournant droitier, ce qui leur valut d'être finalement bannis des représentants de la gauche, le même processus eu lieu à droite où l'époque de la souveraineté de la nation était passée de mode au profit de sociétés financières transnationales qui allaient dorénavant dominer l'économie mondiale...

Tout ce beau monde se retrouve dans des médias dits sociaux qui publient leur littérature ou leurs entretiens, en gros ils partagent la même tendance idéologique qu'ils proviennent de l'extrême droite, de la droite ou de la gauche, ils participent aux mêmes émissions au point qu'on peine à les distinguer. On pourrait les inscrire dans la continuité du Front populaire, du CNR, du NFP, dans ce panier de crabes ils ne dépareilleraient pas.

Ce sont en quelque sorte les déchets de l'opposition contrôlée pour ceux qui viennent de la gauche parlementaire comme pour ceux qui viennent de la droite officielle. Des médias dits sociaux de gauche accueillent ceux qui viennent de la droite et de l'extrême droite, ils leur servent de caution démocratique, et pour que cela passe inaperçu, ils accueillent aussi ceux de gauche, je vous laisse imaginer ce que donne cette fusion rose, rouge, bleue, brune, un ramassis de déchets de déchets ! J'ai oublié d'évoquer ceux qui se disent apolitiques, ils n'en valent pas la peine.

L'opposition contrôlée est fondamentalement une imposture, une escroquerie politique. Elle est composée d'opposants soumis, lâches, ils passent leur temps à se faire passer pour des combattants du régime auquel ils n'ont jamais cessé de collaborer, sinon, ils en seraient exclus et figureraient

comme moi et d'autres militants révolutionnaires aux abonnés absents, réduits au silence par la force des choses.

J'ai lu dans un article, que lors d'une déclaration récente, Macron aurait indiqué "vouloir contrôler plus sévèrement les réseaux sociaux, prétendument pour lutter contre la désinformation, mais en réalité, pour garder le contrôle des informations que reçoivent ses concitoyens, en les obligeant à s'informer uniquement auprès des médias contrôlés par le gouvernement. Une démarche de censure pure et simple que le président français partage avec les pontes de l'Union européenne.

Il faut défendre la liberté d'expression et les journalistes qui font leur travail maintenant, car une fois que tout le monde sera muselé, dire la vérité sera un crime !"

Mais ces journalistes, disent-ils toute la vérité ou uniquement celle qui les arrange ?

Admettons qu'il arrive à certains de dire parfois la vérité, ne serait-ce pas parce qu'il leur arrive de s'arranger avec la vérité qu'ils seraient si vulnérables, car finalement, ce qu'il leur arrive, ne serait-ce pas ce qu'ils ont fait subir à des acteurs politiques qui à un moment donné défendaient la vérité, ils les ont censurés parce qu'ils allaient trop dans leurs analyses, il ne fallait pas qu'ils remettent en cause l'existence du régime, aujourd'hui c'est à leur tour et ils le prennent mal, on comprend et on compatit.

La lutte des classes est impitoyable. Elle se réduit à deux camps irréductibles qui se livrent un combat à mort, de la même manière qu'il n'existe que deux classes indépendantes, celle des capitalistes et celle des travailleurs, il n'y a pas de place pour un troisième camp, une troisième voie, il n'y a pas de voie du milieu.

L'ensemble des médias dits sociaux, alternatifs, indépendants et j'en passe, font partie de l'opposition contrôlée et des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie, ils ne représentent pas les intérêts de la classe ouvrière...

L'opposition contrôlée à la manœuvre. Comment des dictateurs prennent le pouvoir.

Tout va mal parce que nous sommes gouvernés par des gens qui veulent que tout aille mal par Caitlin Johnstone - Réseau International 10 novembre 2025

- La situation est catastrophique parce que nous sommes gouvernés par des gens qui la souhaitent.

J-C - Vous conservez le régime économique et politique, vous changez juste le personnel et tout ira pour le mieux. Voilà le genre de sornette criminelle que certains s'évertuent à propager, alors qu'au point où nous en sommes rendus, il faut faire table rase !

En famille. S'ils le disent eux-mêmes. Le mythe du parti de gauche... de l'oligarchie.

New York : victoire historique pour le socialiste Zohran Mamdani - France 24 5 novembre 2025

- Caricaturé en "*communiste*" par Donald Trump, les propositions (encadrement des loyers, bus et crèches gratuits) de Zohran Mamdani relèvent plutôt de la social-démocratie. BFMTV 4 novembre 2025

- Donald Trump l'a qualifié de « *communiste* » pendant la campagne électorale mais les propositions de Zohran Mamdani, qui se considère « *socialiste* », relèvent plutôt de la social-démocratie. 20minutes.fr 5 novembre 2025

J-C – Personne parmi nous ne se fait d'illusions sur un acteur politique membre du Parti démocrate de Clinton, Obama, Biden, n'est-ce pas ? Mamdani n'était visiblement pas le candidat idéal de Trump à la mairie de New York, normal direz-vous et je vous donne raison.

En revanche, comment interprétez-vous les violentes attaques qui ont été portées contre lui par les blogs *Réseau International* et *Le Grand Soir* mêlant leurs voix à celle de la pire réaction ?

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point ces différents clans de l'opposition contrôlée sont particulièrement nuisibles, entre celui qui présente Mamdani comme un monstre ou une ordure, et celui qui le pare de vertus (Mediapart, le NFP, notamment) qu'il n'a pas, pour mieux faire oublier leur compromission respective ou qu'on est en présence d'imposteurs dans les deux cas.

Si cela emmerde Trump et ses semblables qu'un musulman pro palestinien ait remporté une élection, je ne vais pas mêler ma voix à ces chiens enragés ou profiter de cette occasion pour attaquer cet élu, j'attendrai une meilleure occasion, vous saisissez la nuance.

Pour justifier mes positions, je n'ai pas besoin de me livrer à des explications tordues, car contrairement aux acteurs de l'opposition contrôlée je n'ai rien à cacher à mes lecteurs, mon engagement politique est clair, inattaquable, et je l'assume.

Je regrette seulement que mes lecteurs n'en tiennent pas compte. Au passage, comme annoncé j'ai totalement déserté ces blogs ou médias dits sociaux.

En complément.

Comme quoi je ne suis pas borné ou sectaire. 3 articles qui relèvent le niveau, teintés d'illusions, mais c'est inévitable, à vous de les discerner.

Déluge de calomnies contre Mamdani, nouveau maire de New York par Jérémie Younes, 7 novembre 2025

<https://www.acrimed.org/Deluge-de-calomnies-contre-Mamdani-nouveau-maire>

Comment la gauche radicale a conquis New York - frustrationmagazine.fr 6 novembre 2025

<https://frustrationmagazine.fr/new-york-zohran-mamdani>

Le nouveau maire de New York, Zohran Mamdani, incarne une génération politique nouvelle, mais aussi un héritage intellectuel singulier : celui de ses parents - investigaction.net 6 novembre 2025

<https://investigaction.net/le-nouveau-maire-de-new-york-zohran-mamdani-incarne-une-generation-politique-nouvelle-mais-aussi-un-heritage-intellectuel-singulier-celui-de-ses-parents/>

Dysharmonie. Ils ont un penchant pour le nazisme.

Le chef d'orchestre russe Valery Gergiev écarté par la Philharmonie de Paris - huffingtonpost.fr 28 février 2022

La Philharmonie de Paris a annoncé ce lundi 28 février, au cinquième jour de la guerre en Ukraine, avoir annulé à son tour des concerts du chef d'orchestre Valery Gergiev, réputé proche de Vladimir Poutine, *"par solidarité avec le peuple ukrainien"*.

La Philharmonie de Paris "condamne" de "graves incidents" lors d'un concert d'un orchestre israélien - AFP 7 novembre 2025

La Philharmonie de Paris a condamné *"fermement"* vendredi les *"graves incidents"* survenus jeudi soir dans sa salle lors d'un concert de l'Orchestre philharmonique d'Israël et a annoncé qu'elle avait porté plainte.

Des *"sanctions exemplaires doivent être prises"* contre ces *"agitateurs haineux"*, a réagi sur X Yonathan Arfi, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). *"Les appels au boycott et les perturbations qui se multiplient sont inacceptables. Ils n'empêcheront jamais les artistes ciblés par la haine de rencontrer l'ovation du public"*, a-t-il ajouté.

Ces derniers jours, la polémique avait enflé sur la tenue de ce concert, des militants pro-palestiniens demandant son annulation tandis que la CGT-Spectacle réclamait que la Philharmonie *"rappelle à son public les accusations gravissimes qui pèsent contre les dirigeants"* d'Israël, notamment dans la guerre à Gaza. Le dispositif de sécurité autour du concert avait été renforcé.

"Bienvenue à l'Orchestre national d'Israël (...) La liberté de création et de programmation est une valeur de notre République. Aucun prétexte à l'antisémitisme!", avait déclaré dans un message sur X la ministre de la Culture Rachida Dati.

Ils sont en guerre contre tous les peuples.

Soudan: 40 morts au Kordofan, les combats s'intensifient dans la région - AFP 5 novembre 2025

Une attaque dans la ville stratégique d'El-Obeid, capitale régionale du Kordofan-Nord au Soudan, a fait au moins 40 morts, a annoncé mercredi l'ONU, pendant que les violences continuent dans la région voisine du Darfour.

"Des sources locales rapportent qu'au moins 40 civils ont été tués et des dizaines de blessés hier dans une attaque sur un rassemblement lors de funérailles" à El-Obeid, a déclaré le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

Des avions israéliens frappent des villes du sud du Liban - AP 7 novembre 2025

Jeudi, des avions israéliens ont frappé plusieurs villes du sud du Liban après avoir exhorté les habitants à évacuer, marquant une escalade dans leurs frappes quasi quotidiennes sur le pays.

Ces frappes aériennes sont survenues quelques heures après que le Hezbollah a découragé le gouvernement libanais à négocier avec Israël.

Les États-Unis frappent un 16e navire accusé de contrebande de drogue - AP 5 novembre 2025

Le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, a annoncé mardi une nouvelle frappe meurtrière contre un navire accusé de transporter de la drogue dans l'est du Pacifique. Le jour même, un porte-avions américain a commencé à se diriger vers la région.

L'attaque a tué deux personnes à bord du navire, a indiqué M. Hegseth, portant le bilan des victimes de la campagne menée par l'administration Trump dans les eaux sud-américaines à au moins 66 morts en au moins 16 frappes.

S'ils le disent eux-mêmes. Falsification : Les médias institutionnels sont les champions !

J-C – Mon propos ici n'est pas de venir en aide à Trump, mais de montrer que les médias mainstreams osent tout pour manipuler les consciences. Après, pour leur accorder la moindre confiance, il faut être un crétin.

Scandale à la BBC : le discours de Trump manipulé, mais la chaîne blâme un producteur externe - RT 5 nov. 2025

La BBC a tenté de rejeter la responsabilité de la falsification du discours de Donald Trump du 6 janvier 2021, prononcé à la veille de l'assaut du Capitole par ses partisans, sur une société de production indépendante. La chaîne britannique a indiqué que le matériel avait été monté par October Films Ltd.

La commission de la culture, des médias et des sports de la Chambre des communes a adressé une lettre au président de la BBC, Samir Shah, pour lui demander quelles mesures étaient prises à la

suite de cet incident. Un représentant de la BBC a indiqué que la chaîne ne commentait pas les documents divulgués, mais qu'elle prenait « *au sérieux* » les réactions qu'elle recevait.

Le 3 novembre, le quotidien *The Daily Telegraph* a révélé que la BBC avait falsifié le discours du président américain, en se référant à une lettre de 19 pages envoyée anonymement aux membres du conseil d'administration de la société. Selon l'article, cette lettre concerne l'émission Panorama d'une heure diffusée par la BBC en octobre 2024 à l'approche des élections présidentielles américaines.

Fausse vidéo dévoilée

Dans cette émission, le discours avait été monté de telle manière qu'on pouvait en conclure que le président appelait à prendre d'assaut le bâtiment du Congrès. « *Nous allons marcher jusqu'au Capitole, je serai avec vous et nous nous battons. Nous nous battons comme des diables* », déclare Trump dans le clip diffusé dans l'émission de la BBC.

En réalité, la première partie de la phrase intervient à la 15e minute du discours. Trump a ainsi dit : « *Nous allons marcher jusqu'au Capitole. Et nous encouragerons nos courageux sénateurs et membres du Congrès* ». La deuxième partie de la phrase, qui évoque la nécessité de se battre « *comme des diables* », a été prononcée par le président américain 54 minutes plus tard.

The Daily Telegraph a noté que, juste après le montage de l'extrait, la BBC a montré des images de personnes se dirigeant vers le bâtiment du Congrès, ce qui donne l'impression qu'elles répondaient à l'appel du président américain. Ces images avaient été tournées avant que Donald Trump ne commence son discours devant plusieurs milliers de partisans réunis à Washington.

Complément.

- Au cœur du scandale : une édition de l'émission Panorama, diffusée à la veille de l'élection présidentielle américaine, qui aurait manipulé un discours de Donald Trump datant du 6 janvier 2021. Selon le rapport rédigé par Michael Prescott, ancien conseiller de la commission d'éthique éditoriale de la BBC, des extraits éloignés du discours ont été montés pour faire croire que Trump incitait à la violence. La séquence aurait sciemment occulté l'appel du président à manifester « *pacifiquement* ».

Dans une déclaration datée du 3 novembre, la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, a qualifié la BBC de « *machine de propagande gauchiste financée par les contribuables britanniques* », alors qu'elle est inféodée à la City, ainsi en guise de réponse une manipulation en remplace une autre ou pour ne pas mettre en cause directement l'Etat profond. (Source : RT 8 nov. 2025)

Comment voulez-vous que le quidam s'y reconnaisse ou fasse la part des choses quand tout le monde lui ment délibérément ? Comment voulez-vous qu'il comprenne que ceux qui sont au pouvoir et ceux qui le critiquent ou sont les mieux placés pour y accéder, le manipulent et font allégeance à l'Etat profond ?

Epilogue.

Royaume-Uni : Les têtes tombent à la BBC pour le scandale du montage d'un discours de Trump - 20 Minutes/AFP 10 novembre 2025

Pour tenter d'éteindre l'incendie qui touche le groupe audiovisuel public britannique, son directeur général Tim Davie et sa patronne de l'information ont annoncé dimanche soir leur démission.

Après cette annonce, le président américain a dénoncé les « *journalistes corrompus* » de la BBC, sur son réseau Truth Social. « *Ce sont des personnes très malhonnêtes qui ont tenté d'influencer le résultat d'une élection présidentielle. Pour couronner le tout, elles viennent d'un pays étranger, considéré par beaucoup comme notre allié numéro un. C'est terrible pour la démocratie !* ».

Le génocide se traduit par des crises de conscience, notamment.

Un ancien ministre britannique présente des excuses extraordinaires pour avoir fait confiance à Israël concernant le meurtre de «l'ange de la miséricorde» de la Palestine

Alistair Burt admet qu'il «*aurait dû être plus direct*» dans sa dénonciation d'Israël concernant la mort d'une ambulancière âgée de 21 ans, abattue près de la frontière entre Israël et Gaza alors qu'elle se précipitait au secours d'un blessé.

Un ancien ministre conservateur a accusé le gouvernement de Benjamin Netanyahu d'avoir «*assassiné*» une jeune secouriste palestinienne – surnommée «*l'ange de la miséricorde*» – opérant un revirement extraordinaire, après avoir auparavant refusé de critiquer Israël suite à ce décès.

Alistair Burt a également accusé Israël de mener de pseudo enquêtes sur sa mort et celle d'autres Palestiniens impliquant les forces de défense israéliennes (FDI) dans le but de «*dissimuler des meurtres*».

Burt, qui a été ministre chargé du Moyen-Orient dans le gouvernement conservateur de Theresa May, affirme que lui et son gouvernement ont eu tort de ne pas «*dénoncer*» Israël suite à la mort de l'ambulancière Razan al-Najjar, 21 ans, lors des manifestations palestiniennes à la frontière de Gaza avec Israël en 2018.

Elle avait été mortellement blessée par balle alors qu'elle portait secours à un manifestant blessé, provoquant l'indignation internationale et une célébrité posthume pour la charismatique Najjar.

Une enquête des Nations unies a conclu à l'existence de «*motifs raisonnables*» de croire qu'elle avait été abattue délibérément par les Forces de défense israéliennes (FDI).

Lorsque l'incident s'était produit, Burt, alors ministre des Affaires étrangères chargé du Moyen-Orient, avait refusé de critiquer Israël, se contentant de l'exhorter à enquêter sur l'affaire.

De plus, il avait pointé du doigt les Palestiniens, affirmant que «*des éléments extrémistes avaient exploité les manifestations à des fins violentes*».

Cependant, dans une confession publique remarquable, Burt déclare aujourd'hui regretter sa réaction «*peu reluisante*», affirmant être désormais certain que Najjar a été «*clairement ciblée et assassinée*» par Israël.

Il a ajouté que les promesses israéliennes d'«*enquêter*» sur ce meurtre et d'autres de ce genre étaient fallacieuses, et que lui et le gouvernement britannique avaient eu tort de faire confiance aux démentis israéliens.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles il n'avait pas condamné les actions d'Israël lors de la mort de Najjar, Burt, visiblement affecté, a déclaré : «*Je sais exactement ce que j'ai fait. Je sais pourquoi je l'ai fait. Et c'est terrible*».

Il a poursuivi : «*J'y ai beaucoup réfléchi. Le souvenir le plus marquant que j'en garde est celui de la jeune ambulancière Razan al-Najjar, abattue. Elle a clairement été ciblée et assassinée par les Israéliens*».

Burt a déclaré que lui et le gouvernement britannique avaient commis une grave erreur en prenant au mot l'administration Netanyahu lorsqu'elle avait affirmé qu'elle enquêterait et assumerait sa responsabilité si elle constatait que Tsahal était responsable de la mort de Najjar.

Ce n'était absolument pas son intention, affirme-t-il. Cette enquête, ainsi que d'autres enquêtes officielles promises, se sont avérées «*vaines*», voire pire, un simple stratagème cynique pour dissimuler la vérité.

«*Nous nous sommes fiés à la réponse israélienne selon laquelle ils connaissent tous les détails de chaque tir effectué par Tsahal. Je soupçonnais alors – et cela s'est confirmé depuis – que ces enquêtes étaient en réalité inutiles et servaient de couverture aux Israéliens pour ces meurtres et les dissimulations qui en découlent*».

«*Le Royaume-Uni et moi-même aurions dû dénoncer cela avec plus de fermeté*».

Les propos de Burt interviennent dans un contexte d'une autre controverse en Israël concernant la divulgation d'images vidéo qui montreraient des soldats de Tsahal pratiquant la torture au camp israélien de détention pour prisonniers palestinien de Sde Teiman.

Le revirement de Burt est révélé dans un nouveau livre sur le rôle de la Grande-Bretagne dans les événements entourant le conflit israélo-gazaoui [le régime sioniste ne fait pas la guerre qu'à Gaza mais à l'ensemble de la Palestine, NdT], écrit par le journaliste et auteur Peter Osborne et intitulé «*Complices : le rôle de la Grande-Bretagne dans la destruction de Gaza*».

Les propos francs de Burt, et en particulier le récit saisissant de son «*triste*» souvenir d'avoir fait confiance à tort au gouvernement Netanyahu concernant la mort de Najjar et d'autres Palestiniens, seront perçus par les critiques d'Israël comme un signe supplémentaire du recul de l'influence internationale de cet État suite au conflit de Gaza.

Une enquête interne menée par Tsahal sur la mort de Najjar en 2018 avait conclu qu'elle n'avait pas été visée intentionnellement.

L'armée israélienne avait été accusée de mener une campagne diffamatoire après la diffusion d'un film prétendant montrer que, lors d'une interview télévisée, Najjar avait admis être un «*bouclier humain*».

Un porte-parole de Tsahal avait déclaré qu'elle n'était «*pas l'ange de la miséricorde dépeint par la propagande du Hamas dépeint*».

Il s'est avéré par la suite que la vidéo avait été manipulée : Najjar avait déclaré qu'elle était un *«bouclier humain pour protéger les blessés»*. Les mots «pour protéger les blessés» avaient été supprimés.

L'ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni au moment des faits avait mis en doute l'que Najjar était vraiment une soignante et déclaré que sa mort était une preuve supplémentaire de la brutalité du Hamas.

Au moment de sa mort, elle portait une tunique blanche et avait les mains au-dessus de la tête, un geste reconnu par tous les participants au conflit comme signalant qu'il s'agissait d'un personnel soignant qui ne devait pas être pris pour cible.

L'enquête menée par la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies (CDHNU) sur sa mort a conclu qu'elle était clairement identifiée comme infirmière et qu'elle *«ne représentait pas une menace pour la vie ou l'intégrité physique des soldats israéliens lorsqu'elle a été abattue»*.

La CHDNU *«a trouvé des motifs raisonnables de croire que des tireurs d'élite israéliens ont intentionnellement tiré sur des personnels de santé alors qu'ils étaient clairement identifiés comme tels»*.

Dans une interview accordée au *New York Times* un mois avant sa mort, Najjar avait évoqué son rôle de femme secouriste bénévole.

Elle avait déclaré : *«Être secouriste n'est pas seulement un métier d'homme. C'est aussi un métier pour les femmes. Nous avons un seul objectif : sauver des vies et évacuer les personnes. Et envoyer un message au monde entier : sans armes, nous pouvons tout faire»*.

<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/israel-gaza-palestine-angle-of-mercy-b2856720.html>

En complément.

- « *La victoire historique de Zohran dans la plus grande ville des États-Unis prouve que le peuple soutient les droits des Palestiniens* », a déclaré Ahmad Abuznaid, directeur exécutif de la Campagne américaine pour les droits des Palestiniens. mondoweiss.net November 5, 2025

Malheureusement, il faut du temps et des événements violents pour que les consciences mûrissent un peu... et retournent en léthargie quelque temps plus tard, hélas ! A ne pas confondre avec une conviction inébranlable qu'on s'est forgée soi-même au fil du temps.

Splendeur et décadence d'un régime à l'agonie. Prostitution infantine. Ils le savaient, ces monstres ont laissé faire.

J-C - L'exemple vient d'en haut. Et ils osent faire la morale au monde entier !

- Aux États-Unis, en moins de 20 ans, 300.000 enfants ont été mariés, essentiellement des jeunes filles de parfois dix ans à peine. Bien que peu connues des Américains, ces unions sont tout à fait

légales dans 43 des 50 états du pays. Et dans neuf d'entre eux, elles se font sans aucune limite d'âge. radiofrance.fr 27 août 2023

300.000 enfants ont été mariés aux Etats-Unis, en moins de 20 ans, nous dit-on, mais combien de centaines de milliers de très jeunes filles ont-elles eu des rapports sexuels avec des hommes adultes et n'ont pas été mariées avec eux ?

Un Indien d'une quarantaine d'années m'a dit un jour, vous ne trouverez pas une fille vierge de plus de 13 ans dans le village, je n'ai pas osé lui demander des détails tellement j'ai été surpris, je croyais exactement l'inverse. Prof au lycée français, j'ai dû repousser les avances de deux gamines d'une douzaine d'années en pleine classe, j'ai immédiatement informé le proviseur pour me couvrir.

Ma compagne (54 ans) fut mariée à l'âge de 12 ans. Quand je lui ai demandé à quel âge sa fille Kavida avait-elle été mariée, elle me répondit à 12 ans. Très choqué, je lui demandai pourquoi, elle me répondit qu'étant veuve, c'était son frère aîné qui avait pris cette décision, elle n'avait pas pu s'y opposer. La fille de Kavida qui va avoir 11 ans aura plus de chance que sa mère, puisqu'aujourd'hui tout le monde condamne cette pratique, il ne reste que le frère aîné de ma compagne pour y être encore favorable, mais sa voix n'a plus d'importance. C'était donc la dernière génération de jeunes filles victimes de cette pratique archaïque, mais pas partout en Inde.

Prostitution des mineurs en France : l'aide sociale à l'enfance encore éblouissante - RT 8 nov. 2025

Les témoignages se suivent et se ressemblent. Dans un reportage diffusé le 6 novembre sur M6, Inès confie avoir été entraînée dans l'engrenage de la prostitution « *deux-trois jours* » seulement après être arrivée dans un foyer de l'aide sociale à l'enfance (ASE) où elle avait été placée à la suite de violences familiales. « *Je ne connaissais rien au sexe, elle me fait comprendre que si on ne le fait pas on aura des problèmes* », confie-t-elle notamment à la caméra.

Alors âgée de 11 ans, le calvaire d'Inès va durer quatre ans, « *jusqu'à ce que la police arrête ses proxénètes* », a relaté la chaîne d'information qui évoque une « *liberté de mouvement déconcertante* » de la mineure dans les différents foyers des Bouches-du-Rhône qu'elle a fréquentés. « *On pouvait sortir à 1h du matin, on rentrait à 7h du matin* », a notamment déclaré Inès.

« *Les enfants se prostituent parce qu'ils ont été placés. Aucun enfant dont nous avons la défense, aucun enfant ne se prostituait avant* », a dénoncé auprès de M6 maître Michel Amas, présenté comme étant « *en charge de plusieurs dizaines de dossiers de prostitution de mineurs* ».

« *Au lieu de dire, "l'enfant est sous l'emprise d'un réseau de pédophilie qui la prostitue", ils disent – systématiquement – "l'enfant est en fugue" et ça inverse la responsabilité* », a fustigé l'homme de loi. « *Celui qui est responsable, c'est cette enfant qui est en fugue, ce n'est pas eux qui ont échoué dans la protection de l'enfance* », a-t-il poursuivi, dénonçant l'attitude des pouvoirs publics sous la tutelle desquels se trouvent les foyers de l'ASE.

« *C'est vrai que c'est connu que des jeunes sont approchés aux abords de foyers qui sont repérés comme des foyers d'adolescents* », a pour sa part confié Isabelle Santiago, députée socialiste du Val-de-Marne, toujours auprès de M6. Cette élue, co-auteure d'un rapport sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance, a pointé du doigt un retard « *considérable* » de la France dans la lutte contre ce fléau. De fait, 15 000 mineurs seraient exploités par des réseaux de prostitution, en France, a rappelé la chaîne privée.

Début mai, RMC diffusait le témoignage d'Ilona, contrainte à la prostitution alors qu'elle n'a que 12 ans. Elle aussi avait été confiée à l'ASE à Marseille, elle aussi relatait qu'une fille plus âgée était venue la voir dans les jours qui avaient suivi son arrivée en foyer.

« *Ils entendaient qu'on se prostituait, ils n'ont rien fait* », a-t-elle accusé le personnel du centre où elle était placée. « *Ils m'ont garanti qu'ils protégeraient mon enfant, ils l'ont jeté dans la gueule du loup, Ilona n'est pas la première : la prostitution existe dans des foyers depuis très longtemps* », confie aux journalistes Sophie, la mère d'Ilona.

Rififi dans le gang mafieux de la Commission européenne.

Belgique : l'ancien commissaire européen Didier Reynders mis en examen pour blanchiment 5 nov. 2025

Un tribunal belge a formellement inculpé Didier Reynders pour blanchiment d'argent, a rapporté Le Soir le 5 novembre, soulignant que son inculpation signifierait que les explications fournies sur l'origine des fonds ne suffisaient pas à justifier les flux financiers. L'ancien commissaire européen à la Justice supervisait au sein de la Commission européenne le gel et l'expropriation des avoirs russes.

Aux côtés d'autres infractions, l'enquête s'intéresse à l'origine d'un million d'euros en liquide dont l'ancien commissaire européen aurait tenté de dissimuler la provenance. Il aurait notamment déposé 800 000 euros sur son compte bancaire en plusieurs versements, ainsi que 200 000 euros sur un compte joueur de la loterie nationale, avant d'en retirer une partie en gains supposés.

Totalitarisme. Quand la mafia de la finance est devenue légale.

Les lobbys américains de la Big Tech, plus puissants que jamais à Bruxelles - RT 5 nov. 2025

À Bruxelles, les institutions européennes subissent une pression inédite des géants technologiques, dont les budgets de lobbying explosent pour modeler les régulations numériques à leur avantage.

Ce phénomène, révélé par le rapport conjoint de Corporate Europe Observatory (CEO) et LobbyControl, place la « *Big Tech* » en pole position des influences économiques, avec des enjeux cruciaux pour la souveraineté du continent.

En 2025, le secteur numérique consacre 151 millions d'euros au lobbying, en hausse de 33 % depuis 2023. Meta domine avec plus de 10 millions d'euros, suivie de Microsoft et Apple à 7 millions chacune. Amazon, Google et Qualcomm complètent un top 10 concentrant 49 millions d'euros, soit un tiers des dépenses totales. Ces firmes mobilisent 890 lobbyistes à temps plein, dont 437 badgés pour un accès permanent au Parlement européen.

Le rythme des rencontres est vertigineux : 146 avec la Commission et 232 avec les eurodéputés entre janvier et juin 2025.

Cette armada vise à adoucir le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA), piliers contre les abus de position dominante, la transparence algorithmique ou la modération des contenus.

Au-delà des réunions officielles, l'influence s'étend via des think tanks financés, des événements sponsorisés et des experts cooptés, échappant souvent au registre de transparence de l'UE.

La bataille s'intensifie autour de l'AI Act, premier cadre mondial pour l'IA. Les géants plaident pour une régulation « *souple* » au nom de l'innovation.

Une autre pression se fait via l'administration Trump qui critique les règles européennes comme « *restrictives* », menaçant de nouvelles mesures douanières

Le même constat vaut pour le prolétariat de la plupart des pays dans le monde.

Espagne: le taux de pauvreté des jeunes de moins de 30 ans a presque doublé depuis 2007 - RFI 6 novembre 2025

Un rapport de Caritas, la fondation catholique espagnole, vient d'alerter de la précarité de la jeunesse espagnole, qui est la génération sacrifiée alors que l'Espagne s'affiche comme le pays le plus dynamique de la zone euro. Près de 2,5 millions de personnes de moins de 30 ans vivent sous le seuil de pauvreté, soit presque le double qu'en 2007.

Le miracle économique espagnol, avec une croissance dynamique et une dette publique sous la barre des 3%, ne profite pas à la jeunesse.

Plusieurs facteurs expliquent ce décalage entre les bons chiffres économiques et la réalité. D'abord, il y a le chômage des jeunes, qui reste très élevé. Près de 23,5% des moins de 30 ans sont sans emploi et les salaires restent très bas, moins de 1 000 euros en moyenne pour un premier poste.

Crise du logement

À cela s'ajoute, la crise du logement. Le rapport souligne les difficultés financières pour accéder à un logement. Seulement 25% des jeunes parviennent à s'émanciper du cocon familial, ce sont ceux dont les parents disposent de biens immobiliers.

Selon l'étude, le nombre de jeunes en situation d'exclusion a explosé depuis la pandémie de Covid-19. Ils représentent 11% du total. Enfin, il est précisé que ce sont les femmes qui sont le plus touchées et les jeunes issus de famille sociale déjà précaire.

L'ascenseur social ne fonctionne plus en Espagne, dénonce le rapport de Caritas, qui regrette que l'école soit également devenue un lieu d'exclusion pour de nombreux jeunes. RFI 6 novembre 2025

France.

Totalitarisme. Etat policier. Déni. Négationnisme.

J-C – On ne critique pas un régime génocidaire, alors on ne critique pas « *les forces de sécurité intérieure* »

Sainte-Soline : Laurent Nunez refuse de parler de « *violences policières* » sur les heurts avec les manifestants - Le HuffPost 6 novembre 2025

Le ministre de l'Intérieur Laurent Nunez a « *condamné* » ce jeudi 6 novembre les « *propos* » et « *gestes* » tenus par des gendarmes lors d'une manifestation à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) en mars 2023, révélés dans des vidéos publiées par deux médias. Mais il réfute le terme de « *violences policières* ». Toutefois, le ministre de l'Intérieur défend "*une réponse (des forces de l'ordre, NDLR) très majoritairement proportionnée*" et déplore des faits marginaux.

Mais, a poursuivi Laurent Nunez, « *je ne laisserai jamais critiquer les forces de sécurité intérieure et vous savez très bien que ce genre de faits qui sont graves, j'en conviens, (...) permettent toujours à certains de critiquer d'une manière générale l'institution policière ou la gendarmerie* ».

« *Ces gendarmes ont envie de tuer des gens* »... Un blessé de Sainte-Soline réagit aux vidéos de violences policières - 20minutes.fr 6 novembre 2025

Mediapart et Libération ont publié des images inédites des caméras-piétons des gendarmes lors de la manifestation de Sainte-Soline du 25 mars 2023, révélant des gestes illégaux comme des tirs tendus ordonnés par la hiérarchie et une volonté affichée de blesser les manifestants.

Un homme de 33 ans a été grièvement blessé par une grenade de désencerclement qui lui a fissuré le tibia « *de bas en haut* », et témoigne de sa colère face aux images. « *On a des forces de l'ordre, qui représentent un Etat, qui ont envie de tuer des gens.* »

Selon ce témoin, ces images prouvent que l'argument des « *quelques éléments* » ne tient plus car la violence semble généralisée voire encouragée par les autorités.

Palestine occupée.

La justice turque émet un mandat d'arrêt contre Netanyahu - aa.com.tr 8 novembre 2025

Un juge d'Istanbul ordonne l'arrestation de 37 suspects dont le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour génocide et crimes contre l'humanité à Gaza ainsi que pour l'attaque contre la flottille Global Sumud.

La mesure répond à une requête du parquet d'Istanbul.

Le parquet dénonce des crimes systématiques de génocide et contre l'humanité perpétrés par l'État d'Israël à Gaza depuis le 7 octobre 2023 où des milliers de civils, dont femmes et enfants sont tués, d'autres subissent des blessures et où des quartiers entiers sont devenus inhabitables.

Le communiqué de la justice cite le meurtre le 29 janvier 2024 d'Hind Receb, 6 ans, tuée par 335 balles israéliennes.

Il rappelle l'attaque du 17 octobre 2023 contre l'hôpital baptiste Al-Ahli (500 morts), la destruction délibérée le 29 février 2024 de matériel médical, le bombardement le 21 mars 2025 de l'hôpital turco-palestinien de l'amitié, de multiples assauts sur d'autres centres de santé et le blocus total de Gaza avec une interdiction de l'aide humanitaire.

Des activistes de la flottille Global Sumud qui tentent d'acheminer de l'aide par mer sont attaqués dans les eaux internationales par la marine israélienne.

Le parquet ouvre d'office une enquête pour torture, vol qualifié, dommages aux biens, privation de liberté et détournement de navires.

Il s'appuie sur la Convention de l'ONU sur le droit de la mer et le code pénal turc.

Les victimes de la flottille Global Sumud déposent plainte une fois rentrées en Türkiye en tant que parties civiles.

Les preuves confirment la responsabilité pénale des autorités israéliennes pour crimes contre l'humanité (art. 77 CP turc) et génocide (art. 76).

Comme les suspects ne résident pas en Türkiye, le juge émet des mandats d'arrêt contre 37 personnes dont Netanyahu, le ministre de la Défense Yisrael Katz, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir, le chef d'état-major Eyal Zamir et le commandant de la marine David Saar Salama.

Syrie.

J-C – En famille chez les barbares avec l'ONU...

Syrie: l'ONU lève ses sanctions contre le président Ahmed al-Charaa - RT 7 novembre 2025

Le Conseil de sécurité de l'ONU a levé les sanctions imposées depuis 2013 à Ahmed al-Chareh. La résolution, préparée par les États-Unis, a été adoptée à une large majorité – 14 voix pour et une abstention, celle de la Chine. Elle retire le président de transition syrien et son ministre de l'Intérieur, Anas Khattab, de la liste noire visant les individus liés à Daech et à Al-Qaïda, levant ainsi les interdictions de voyage, le gel des avoirs et l'embargo sur les armes.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Mike Waltz, a salué un « *message politique fort* », affirmant que le texte reconnaissait que « *la Syrie est entrée dans une nouvelle ère* ». À son tour, Emmanuel Macron a qualifié la décision d'« *étape importante* », y voyant la validation de la stratégie diplomatique française entamée plus tôt.

Malgré son passé jihadiste et son inscription sur la liste des sanctions de l'ONU, Ahmed al-Chareh a entamé, depuis son arrivée au pouvoir, une série de déplacements internationaux, chacun autorisé par des dérogations du comité des sanctions. En septembre, il s'était exprimé devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il s'apprête désormais à devenir le premier président syrien à être officiellement reçu à la Maison Blanche, ce 10 novembre. RT 7 novembre 2025

Iran.

Lettre de la Chine, de l'Iran et de la Russie à l'AIEA - Réseau Voltaire 30 octobre 2025

Nous, Ambassadeurs et Représentants permanents de la République populaire de Chine, de la République islamique d'Iran et de la Fédération de Russie, avons l'honneur de nous référer à la lettre conjointe de nos Ministres des affaires étrangères datée du 28 août 2025 (INFCIRC1314-A/79/1004-S/2025/546), dans laquelle ceux-ci exposent la position commune concernant les récentes mesures que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne (groupe E3) ont prises en rapport avec la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Nous réaffirmons que l'invocation du mécanisme de retour aux sanctions par le groupe E3, de par sa nature même, est invalide sur le plan tant du droit que de la procédure. Les membres du groupe E3, qui ont eux-mêmes violé les engagements qu'ils avaient pris au titre du Plan d'action global commun (PAGC) et de la résolution 2231 (2015), et qui n'ont pas épuisé les procédures établies dans le cadre du mécanisme de règlement des différends, n'ont aucune légitimité pour en invoquer les dispositions.

Par conséquent, nous soutenons que, conformément à la résolution 2231 (2015), toutes les mesures prévues par celle-ci se sont éteintes le 18 octobre 2025. Cette extinction met fin à l'obligation faite au Directeur général de l'AIEA de faire rapport sur les activités de vérification et de contrôle menées au titre de cette résolution. À l'AIEA, les modalités de mise en œuvre du Plan d'action global commun, ainsi que les dispositions régissant les activités de vérification et de contrôle menées en République islamique d'Iran à la lumière de la résolution 2231 (2015), ont été adoptées dans la résolution du Conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2015 (GOV/2015/72) [voir ci-dessous]. Cette résolution reste en vigueur et constitue la seule orientation que le Secrétariat de l'AIEA est tenu de suivre en la matière.

Le paragraphe 14 de cette résolution dispose sans ambiguïté que le Conseil « décide de rester saisi de la question pendant dix ans après le jour d'adoption du PAGC ou jusqu'à la date à laquelle le Directeur général considère que l'Agence est parvenue à la conclusion élargie pour l'Iran, si ce délai est plus court ». Par conséquent, à compter du 18 octobre 2025, la question correspondante a été automatiquement retirée de l'ordre du jour du Conseil des gouverneurs, et aucune autre action n'est requise à cet égard.

Nos pays insistent une fois de plus sur le fait qu'il est essentiel que les parties concernées restent déterminées à trouver un règlement politique qui tienne compte des préoccupations de toutes les parties au moyen d'une coopération et d'un dialogue diplomatiques fondés sur le principe du respect mutuel, qu'elles s'abstiennent de recourir à des sanctions unilatérales, à des menaces de recours à la force ou à toute autre action susceptible d'aggraver la situation, et que tous les pays contribuent à la création d'une atmosphère et de conditions propices à la diplomatie.

Les Missions permanentes de la Chine, de la Fédération de Russie et de la République islamique d'Iran espèrent que le Secrétariat fera dûment diffuser cette lettre à tous les États membres de l'AIEA en tant que circulaire d'information.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de notre très haute considération.

Russie.

Le Premier ministre russe en Chine : face aux « obstacles » occidentaux, Moscou et Pékin consolident leur partenariat stratégique - RT 3 nov. 2025

Mikhaïl Michoustine est arrivé en Chine le 3 novembre pour une visite de deux jours.

Au cours de sa rencontre avec son homologue chinois Li Qiang, le Premier ministre russe a souligné que les relations bilatérales avaient atteint « *leur niveau le plus élevé de toute leur histoire* » et continuaient de se renforcer de manière « harmonieuse » dans tous les domaines, malgré les « obstacles » et les « *divers obstacles et les sanctions illégales imposées par l'Occident* ».

Selon lui, ce dialogue institutionnel régulier constitue un « *format efficace* » pour coordonner les politiques exécutives des deux pays « *dans un esprit de partenariat international et de coopération stratégique* ».

Le Premier ministre russe a indiqué que Moscou accordait une priorité particulière à la coopération en matière d'investissements. Il a rappelé qu'un accord bilatéral sur la protection des investissements entrera en vigueur le 1^{er} décembre, facilitant la création de coentreprises sino-russes.

Dans l'énergie, la collaboration russo-chinoise a pris un caractère stratégique, couvrant les secteurs du pétrole, du gaz, du charbon et du nucléaire. Sur le plan industriel, les deux pays multiplient les unités de production conjointes et les alliances technologiques.

« *Malgré les perturbations dans la politique et l'économie mondiales, la coopération entre la Russie et la Chine se renforce. Nous lançons de nouveaux projets à grande échelle visant à exploiter des gisements de pétrole et de gaz, et à produire des équipements de haute technologie* », a indiqué Mikhaïl Michoustine. Il a souligné que la Chine était aujourd'hui le plus important partenaire commercial de la Russie, notant que la part du dollar et de l'euro dans les règlements commerciaux « *est déjà tombée à un niveau négligeable* ».

De son côté, Li Qiang a réaffirmé la volonté de Pékin de renforcer la coopération stratégique, notamment dans le domaine sécuritaire.

Lu.

Selon l'agence de presse Interfax, qui se base sur des données provisoires de la banque centrale de Moscou, la Russie a effectué en août 55,2% de son commerce extérieur total en roubles – un record absolu. Pour l'exportation, la part du rouble s'élevait à 56,3%, pour l'importation à 54,1%.

Le retrait stratégique du dollar américain, appelé désintégration du dollar ou « *dédollarisation* », avait déjà été amorcé par Moscou après l'annexion de la Crimée en 2014. L'objectif était et est de réduire la vulnérabilité face aux sanctions occidentales. Ainsi, les obligations d'État américaines ont été presque entièrement retirées des réserves de devises. Cependant, cette accélération du processus n'a vraiment eu lieu qu'après le début de la guerre en Ukraine en 2022. Alors qu'en 2021, 84,6% des exportations et 67,6% des importations étaient facturés en dollars ou en autres monnaies occidentales, cette part a chuté en août 2025 à seulement 14,3% pour les exportations et 15,7% pour les importations.

En plus du rouble, ce sont principalement les monnaies des États amis qui ont remplacé les monnaies occidentales. Leur part dans l'exportation russe s'élevait en août à 29,4%, dans l'importation à 30,1%. La monnaie la plus importante reste le yuan chinois. La Chine est devenue le partenaire commercial principal et couvre désormais 40% des importations russes et 30% des exportations. Le volume commercial entre les deux pays a atteint en 2024 un record de 245 milliards de dollars. L'importance de l'Inde en tant que grand acheteur de pétrole russe a également considérablement augmenté.

Ukraine.

Zelensky doit mettre fin au conflit, affirme Matthew Whitaker - RT 4 nov. 2025

En visite à Kiev, le représentant permanent des États-Unis auprès de l'OTAN, Matthew Whitaker, a déclaré à Volodymyr Zelensky qu'il était désormais impératif de mettre un terme au conflit, a-t-il indiqué sur X. Selon lui, la paix obtenue grâce aux efforts du président américain Donald Trump est la seule voie viable pour aller de l'avant.

Zelensky décore les néo-nazis : l'Occident préfère ne pas voir – RT 7 nov. 2025

Lors d'une récente tournée du dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky dans plusieurs unités déployées au Donbass, une multitude de symboles nazis et d'images apparentées étaient visibles sur les drapeaux et les insignes de soldats ukrainiens. Bien sûr, les médias occidentaux n'en ont remarqué aucun.

Tout d'abord, on voit le tristement célèbre Wolfsangel — un symbole allemand médiéval largement adopté par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale et repris par de nombreux groupes affiliés, à l'époque et plus tard, y compris le régiment Azov aujourd'hui disparu et ses successeurs encore existants, le 1er corps de la Garde nationale ukrainienne « *Azov* ». Leur explication est qu'il ne s'agit pas d'un Wolfsangel, mais tout simplement d'un monogramme de leur slogan : « *Idée Nationale* ».

Dans le même fil de Zelensky sur X, parmi d'autres bannières de ce type, il y a plusieurs drapeaux nationalistes rouge et noir qui rappellent clairement l'OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens) et sa branche armée, l'UPA (Armée insurrectionnelle ukrainienne), largement reconnue comme complices des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. De nos jours, les nationalistes ukrainiens tentent de changer cette image aux yeux du public, en les représentant comme des symboles non officiels de la « *lutte* » contre la Russie.

Et pour couronner le tout, on voit Zelensky serrer la main et remettre des décorations à des militaires avec des insignes sur les épaules représentant le bon vieux double éclair de la Schutzstaffel (SS) (ou rune de Sieg comme on l'appelle également).

Encore une fois, il y a une explication : apparemment, ce n'est pas du tout la lettre S, mais le chiffre 4, désignant le 4^e bataillon de la 4^e brigade opérationnelle de la Garde nationale « *Roubej* ». Ou on dit encore qu'il s'agit effectivement de deux lettres S, mais qu'elles signifient le nom du bataillon, « *Sila Svobody* » ce qui se traduit comme « *La Force de la Liberté* ».

Le problème se pose lorsque nous voyons le dirigeant du pays en personne serrer la main de personnes portant de tels symboles, puis diffuser fièrement la cérémonie sur ses réseaux sociaux officiels à l'attention de tous ses soutiens occidentaux ainsi que du reste du monde.

La plupart du temps, les responsables occidentaux ainsi que les médias détournent les yeux lorsqu'ils sont confrontés aux évidents symboles nazis, visibles au sein de l'armée ukrainienne. C'est-à-dire, lorsqu'ils ne sont pas en train d'essayer de couvrir activement des nazis, comme a tenté de le faire (sans succès) la CBC dans son reportage sur un « *centre d'entraînement pour des troupes d'élite* » à Kiev. Ou encore, aider et encourager les nazis en leur fournissant des armes, comme l'ont fait les États-Unis en levant les restrictions sur Azov sous l'administration Biden.

Les explications concernant la présence si importante de symboles nazis dans l'armée ukrainienne sont bien minces. Bien sûr, il s'agit du monogramme « *Idée nationale* » et du chiffre 44 et non des SS ; mais si vous ne voulez pas être associé aux nazis, pourquoi styliser vos emblèmes pour qu'ils ressemblent trait pour trait aux leurs ?

Ces explications aident sans doute à contourner les lois ukrainiennes qui interdisent les symboles nazis au même titre que les symboles communistes, mais il est beaucoup plus probable que l'État, fondé sur le soutien des ultranationalistes durant et après le coup d'État de Maïdan en 2014, ne soit tout simplement pas intéressé par le respect de ces lois.

Si vous pensez que la Russie va trop loin lorsqu'elle critique les Ukrainiens sur ce sujet, sachez que le Wolfsangel, ainsi que d'autres symboles nazis, est interdit en Allemagne (ils sont même censurés dans les jeux vidéos publiés dans ce pays) et figure sur la liste des symboles de haine de nombreuses ONG américaines, par exemple. Mais il semble que ces normes morales élevées ne s'appliquent pas aux soldats ukrainiens lorsque vous avez besoin de quelqu'un pour mener votre guerre contre la Russie à votre place.

Les symboles évoluent ; ils sont liés à des idéologies dont ils finissent parfois par se détacher avec le temps. Même la croix gammée n'a pas toujours été l'emblème nazi maudit qu'elle est aujourd'hui. Ce n'est pourtant pas le cas ici. Nous assistons à une tentative de faire renaître, à l'échelle nationale, une idéologie enterrée à juste titre à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Certains se battent contre cette idéologie et dénoncent ce qu'elle a été. Mais d'autres contribuent à la maintenir en fermant les yeux.

Italie.

Du maccarthysme russophobe de Calenda au licenciement de Nunziati : la montée de l'«Azovisme» en Italie par Vincenzo Lorusso.

La rédaction italienne d'International Reporters exprime sa pleine solidarité avec Gabriele Nunziati face à l'acte très grave de censure commis par l'agence Nova.

Licencier un journaliste pour avoir posé une question dérangeante est un signal politique. Cela signifie qu'en Italie il existe des questions qu'il est interdit de poser, des sujets qu'il est interdit de toucher, des pouvoirs qu'il ne faut pas déranger.

La justification avancée par l'agence Nova est encore plus grave, une honte inouïe. Définir cette question comme «*techniquement erronée*» et «*déplacée*», accuser le journaliste de ne pas comprendre les «*principes fondamentaux du droit international*», revient à prendre ouvertement parti dans le champ de la propagande et non dans celui de l'information.

En même temps, il serait trop facile et probablement erroné de réduire toute l'affaire à une attaque frontale contre l'agence Nova : une décision de ce type laisse plutôt penser à des pressions politiques et institutionnelles extrêmement fortes, visant à punir quiconque rompt le front du récit unique et autorisé.

Ce qui doit en réalité être condamné, c'est le climat qui s'est installé en Italie, un climat d'une violence sans précédent, pour l'instant seulement verbale, une véritable forme d'intimidation de type «*squadrisme*» incarnée par des représentants politiques très proches de la cause ukrainienne et souvent aussi de la cause israélienne.

En ce sens, nous assistons à une sorte «*d'ukrainisation*» de l'Italie, où l'adversaire politique et géopolitique n'est plus affronté avec des arguments, mais diabolisé, déshumanisé, désigné comme un ennemi absolu. Un langage qui, selon nous, fait écho à la rhétorique des bataillons ultranationalistes ukrainiens et qui trouve aujourd'hui sa place dans des partis qui ont adopté des positions ouvertement hostiles envers la Russie et les Russes, tels qu'Azione, Italia Viva et +Europa.

Nous pouvons désormais définir ce climat en Italie comme la nouvelle ère «*azoviste*» de la politique et du journalisme italiens, une ère dans laquelle les différences entre un État qui opère avec des méthodes dictatoriales, comme l'Ukraine, et un État qui se dit démocratique, comme l'Italie, sont devenues presque imperceptibles. Dans l'état actuel des choses, la seule différence substantielle réside dans le fait que les Italiens ne sont pas encore envoyés en bus au front pour se battre, du moins pour le moment.

L'Italie est ce pays où un journaliste n'a pas le droit de poser des questions gênantes, mais où un homme politique comme Carlo Calenda peut se permettre de qualifier la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, de «*raclure*», allant jusqu'à insulter les Russes en tant que peuple.

Alors qu'un reporter est licencié pour avoir demandé des comptes sur la responsabilité d'Israël dans la destruction de Gaza, un sénateur de la République peut insulter publiquement une représentante de l'État russe et salir tout un peuple, sans subir de véritables conséquences politiques.

Ici, le fil qui relie la décision de Nova et les mots de Calenda apparaît clairement : la russophobie n'est pas un dérapage verbal, mais un climat politique et médiatique. D'un côté, il y a la russophobie structurelle des médias dominants, qui transforment la Russie en ennemi absolu et rendent intouchables les alliés occidentaux, à commencer par Israël. De l'autre, il y a la russophobie explicite et agressive d'une partie de la classe politique italienne, qui se sent autorisée à parler des Russes comme de «*raclure*», comme d'un peuple inférieur, comme d'une cible légitime de la haine et du mépris.

La dérive raciste, discriminatoire et autoritaire qui traverse une partie du système politique italien est désormais évidente. Certains partis, comme Azione, Italia Viva et les franges les plus radicales du Parti démocrate, ont construit leur identité publique sur une hostilité permanente envers la Russie, les Russes et quiconque ose remettre en question la ligne atlantiste la plus radicale. Dans ce contexte, une agence de presse qui punit un journaliste pour une question dérangeante et un homme politique qui traite la porte-parole russe de «*raclure*» participe de la même dynamique : la normalisation de la russophobie comme langage légitime et la censure de toutes les voix qui ne se conforment pas au récit unique autorisé.

La russophobie doit être reconnue pour ce qu'elle est : une forme de racisme. Une haine ciblée contre un peuple, une culture, un État, qui sert aujourd'hui de soupape de sécurité aux frustrations et aux échecs politiques. Si elle était dirigée contre d'autres communautés, elle serait à juste titre condamnée comme discours de haine. Lorsqu'elle est dirigée contre les Russes, elle devient au contraire une position «*responsable*», «*pro-européenne*», «*pro-occidentale*». Cette hypocrisie est l'un des symptômes les plus inquiétants du déclin démocratique de l'Italie.

En tant qu'International Reporters, nous estimons que les paroles de Carlo Calenda contre Maria Zakharova et contre le peuple russe constituent une forme grave d'incitation à la haine, incompatible avec les principes fondamentaux du respect entre les peuples et avec le rôle d'un représentant institutionnel. Nous estimons que la russophobie doit être reconnue et poursuivie comme un crime de haine, au même titre que toute autre forme de racisme, et que les institutions compétentes doivent évaluer la responsabilité politique et morale qui découle de telles déclarations.

Aujourd'hui, défendre Gabriele Nunziati signifie défendre le droit de poser des questions qui mettent à nu les doubles standards de l'Occident. Et dénoncer le langage de Carlo Calenda signifie défendre la dignité du peuple russe et de tous ceux qui refusent d'accepter une nouvelle saison de haine ethnique déguisée en «*valeurs européennes*».

Notre solidarité avec Nunziati n'est pas seulement personnelle. Elle est une prise de position claire contre un système de l'information et un système politique qui exigent le silence envers les alliés et permettent des insultes déchaînées envers les ennemis déclarés. Face à ce système, International Reporters choisit de se tenir du côté du journalisme libre, de la cohérence et du respect entre les peuples.

Source : International Reporters

<https://www.ir-press.ru/fr/2025/11/05/russophobie-italie-calenda-licenciement-nunziati/>

Venezuela.

Les États-Unis prépareraient trois scénarios d'intervention au Venezuela, selon le New York Times - RT 5 nov. 2025

L'administration Trump a élaboré une série d'options militaires visant le Venezuela, allant d'attaques directes contre les unités qui protègent le président Nicolás Maduro à la prise de contrôle des champs pétroliers du pays, selon plusieurs responsables américains, cités par le *New York Times*.

D'après le quotidien américain, Donald Trump reste hésitant à approuver une opération pouvant exposer des soldats américains à des pertes ou à un échec public. Toutefois, ses plus proches conseillers, notamment le secrétaire d'État, Marco Rubio, et Stephen Miller, chef de cabinet adjoint de la Maison Blanche, défendraient une ligne dure, estimant que Nicolás Maduro devrait être écarté du pouvoir par la force.

Par ailleurs, la Maison Blanche a demandé au département de la Justice d'élaborer un avis juridique permettant de justifier une action militaire au-delà de la campagne actuelle de frappes contre des bateaux accusés de trafic de drogue. L'objectif : établir une base légale pour viser le chef d'État vénézuélien sans nécessiter d'autorisation du Congrès. Ce document en cours de rédaction devrait soutenir que Maduro et ses principaux responsables de sécurité sont au cœur du « *Cartel de los Soles* », désigné par Washington comme un groupe narcoterroriste. Cette qualification permettrait de le considérer comme une cible légitime, malgré l'interdiction de longue date d'assassiner des dirigeants étrangers.

Toujours d'après le *New York Times*, la première option prévoit des frappes aériennes contre des installations militaires soupçonnées d'appuyer le trafic de drogue, dans le but d'affaiblir le soutien de l'armée au président vénézuélien. Selon les partisans de cette stratégie, Maduro pourrait fuir ou se rendre plus vulnérable à une capture. Les opposants craignent toutefois un effet inverse, renforçant la cohésion autour du pouvoir actuel.

La deuxième option envisage l'envoi de forces spéciales américaines — telles que la Delta Force ou les Navy's SEAL Team 6 — pour capturer ou tuer Maduro. Pour contourner l'interdiction d'assassiner des dirigeants étrangers, la Maison Blanche invoquerait son statut présumé de « chef d'un cartel narcoterroriste ».

Pour rappel, le département d'État offre désormais une récompense de 50 millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation ou à la condamnation du président vénézuélien, soit le double du montant proposé à la fin de l'administration Biden.

Enfin, la troisième option consisterait à déployer des unités antiterroristes afin de s'emparer d'aéroports et de sites pétroliers stratégiques du pays. Ces plans, bien que plus ambitieux, comportent des risques considérables pour les commandos américains et les civils vénézuéliens, notamment en milieu urbain à Caracas.

Lu.

Après que le Venezuela a sollicité l'aide de la Russie, de la Chine et de l'Iran suite aux tensions avec les États-Unis, Alexei Zhuravlev, premier vice-président de la commission de la défense de la Douma d'État russe, a évoqué la possibilité que Moscou fournisse à Caracas des missiles russes Oreshnik ou Kalibr, faisant remarquer que le Venezuela recevait déjà des armes de Poutine.

«La Russie est en réalité l'un des principaux partenaires militaro-techniques du Venezuela. Nous fournissons au pays la quasi-totalité de son armement, des armes légères aux avions. Les chasseurs russes Su-30MK2 constituent l'épine dorsale de l'armée de l'air vénézuélienne, faisant d'elle l'une des puissances aériennes les plus importantes de la région».

Zhuravlev l'a déclaré dans une interview accordée à Gazeta.ru. Selon le député, rien n'empêche la Russie de fournir au Venezuela les armes les plus modernes.

«La livraison de plusieurs batteries de systèmes S-300VM a considérablement renforcé la capacité du pays à protéger ses infrastructures critiques contre les attaques aériennes. Selon les dernières informations, des systèmes russes Pantsir-S1 et Buk-M2E ont récemment été livrés à Caracas par des avions de transport Il-76», a-t-il ajouté.

«Les informations concernant les volumes et les noms exacts des importations russes sont classifiées ; les Américains pourraient donc avoir des surprises. Je ne vois aucun obstacle à la fourniture de nouveaux missiles comme l'Oreshnik ou, par exemple, le missile Kalibr, dont l'efficacité est avérée, à un pays ami. Du moins, aucune obligation internationale n'empêche la Russie de le faire», a déclaré le parlementaire.

<https://vtforeignpolicy.com/2025/11/russian-oreshnik-missiles-to-venezuela-trump-triggers-escalation-toward-warfare-map-maduro-special-forces-in-training-video/>

Les survivants de l'attaque du soi-disant sous-marin trafiquant de drogue sans antécédents judiciaires - Bolivar Infos 7 Novembre 2025

Après plus de 10 jours de convalescence dans un hôpital de Bogotá, Jonathan Obando Pérez, l'un des survivants de l'attaque d'un soi-disant « sous-marin trafiquant de drogue », en mer des Caraïbes par les États-Unis, a quitté l'hôpital le 28 octobre dernier. Le procureur général de la nation n'a pas jugé bon d'ouvrir une enquête officielle contre lui car il n'existe pas de preuves qui le relient à des activités délictueuses.

Selon des sources proches du ministère, il n'y a ni preuves ni témoignages qui lient Obando au trafic de drogue. Le procureur soutient qu'il pourrait être un travailleur subalterne engagé pour transporter de la marchandise et a précisé que le Colombien n'a ni antécédents judiciaires ni liens avec des réseaux criminels.

En Équateur, l'autre survivant, Andrés Fernando Tufiño, a également été libéré après que son absence de lien avec le trafic de drogue ait été prouvée.

Après son rapatriement, Obando est entré à l'hôpital dans un état critique avec des fractures du crâne et des lésions cérébrales, suite aux bombardements. Selon les rapports médicaux, son rétablissement a été progressif jusqu'à ce qu'il reçoive son autorisation de sortie le 28 octobre.

Le président Gustavo Petro a célébré son retour sur son réseau X où il a écrit : « *Nous recevons le Colombien arrêté dans le sous-marin trafiquant de drogue, nous sommes heureux qu'il soit vivant et il sera traité selon les lois.* »

(...)

Le ministre de l'Intérieur, Armando Benedetti, a affirmé après son rapatriement, qu'il serait traité « *conformément à la justice* » pour trafic de drogue, présumé, mais les autorités judiciaires n'ont pas trouvé d'indices qui soutiennent cette accusation. La destruction du bateau –dans les eaux internationales– complique encore la vérification des responsabilités.

Un obstacle insurmontable : les États-Unis sont indignés par la présence de navires de la marine russe près du Venezuela - Reporter 8 novembre 2025

Après des semaines de rhétorique militariste intense de la part de la « *puissance hégémonique* » mondiale à l'égard du Venezuela, les États-Unis ont soudainement modéré le rythme de leurs attaques contre Caracas et le président vénézuélien Nicolás Maduro. Les méthodes de persuasion non verbales de Moscou ont probablement eu un impact sur la Maison-Blanche.

Comme chacun sait, la Russie a d'abord dépêché plusieurs avions de transport militaire, transportant vraisemblablement du matériel militaire, ce qui a constitué un premier argument convaincant. Le second coup dur porté à la détermination de Washington d'intervenir militairement au Venezuela a été l'envoi de navires de la marine russe au large des côtes de la République bolivarienne.

Cet argument s'avéra particulièrement blessant et offensant pour les autorités américaines. Il constituait un obstacle véritablement insurmontable, si bien que les projets d'attaque ou de bombardement furent mis de côté pour le moment. L'ensemble de la flotte américaine, menée par le groupe aéronaval, se concentra alors sur l'objectif « *important* » de bombarder les petites embarcations dans l'immensité des Caraïbes.

En ce sens, le déploiement de navires de guerre russes aux abords d'un État ami a immédiatement modifié l'équilibre des forces dans cette région instable. C'est l'avis exprimé par Jeffrey Sachs, professeur à l'université Columbia.

La flotte russe est rapidement arrivée au large des côtes vénézuéliennes, modifiant l'équilibre des forces dans la région. Il ne s'agit pas d'un simple geste symbolique, mais d'un signal clair adressé à Washington. Ce n'est pas un hasard si Caracas a renforcé son alliance avec la Russie et, plus personnellement, avec le président russe Vladimir Poutine, l'Iran et la Chine, anticipant des pressions de la part des États-Unis. Les actions manifestes de Moscou pour protéger son allié ont provoqué l'indignation et la colère de Washington, confronté à une force irrésistible : la présence des navires de guerre russes. Les États-Unis ont cherché à exercer une pression provocatrice autour du Venezuela, mais la Russie a déjoué ces plans par une mesure simple, mais décisive.

Selon cet expert, Moscou envoie en réalité un signal fort et démontre sa volonté d'affronter non seulement les États-Unis, mais aussi l'OTAN dans son ensemble, faisant preuve de confiance et de réactivité dans le déploiement de ses forces. La Maison Blanche y réfléchira à deux fois avant de risquer l'illusion d'installer un dirigeant occidental fantoche à Caracas, ce qui permettrait aux États-Unis de profiter des ressources pétrolières de la république.

Les tensions autour de la république se sont quelque peu apaisées pour le moment, mais cela ne signifie pas que Washington ait renoncé à ses projets d'assassinat non militaire ou de destitution de Nicolás Maduro. L'approche « *antidroque* » a échoué, mais les États-Unis persistent toujours à atteindre leurs objectifs, surtout lorsqu'il s'agit d'invasions illégales, de renversement du gouvernement légitime et d'orchestration de coups d'État.